

www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

DÉCISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT

2018/49

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Vendredi 19 Octobre 2018 à 9 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de Monsieur Bernard CAILLIAU, Président du CDG 62.

Cette réunion du Conseil d'Administration s'est tenue suite au report de celle organisée le Vendredi 5 Octobre 2018 faute de quorum.

Le secrétaire de séance désigné est Monsieur Jean-Jacques HILMOINE, Conseiller Communautaire à la Communauté de Communes du Haut-Pays Montreuillois.

- ♦ **Etaient présents** : M. Bernard CAILLIAU, Maire de LABUISSIÈRE – M. Serge JANQUIN, Adjoint au Maire de BRUAY-LA-BUISSIÈRE – M. Jean-Marie POHIER, Adjoint au Maire de MARLES-LES-MINES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Joël DUQUENOY, Conseiller Municipal à ARQUES – M. Jean-Jacques HILMOINE, Conseiller Communautaire à la Communauté de Communes du Haut-Pays Montreuillois – Mme Nathalie DUQUENNE, Adjointe au Maire de LILLERS – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Philibert BERRIER, Maire d'AUCHEL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Pascal BAROIS, Maire de LILLERS – Mme Sabine VAN HEGHE, Adjointe au Maire de DOURGES – M. Walter KAHN, Maire de CUCQ – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Claude BACHELET, Maire de CROISSETTE – M. Ludovic GUYOT, Conseiller Municipal à CALONNE-RICOUART – M. Michel LARDEZ, Adjoint au Maire de LIEVIN – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Didier BEE, Maire de ZUDAUSQUES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Pierre BELLANGER, Conseiller Municipal à LE TOUQUET – M. Sébastien HENQUENET, Maire de FAMECHON – M. Dominique DELECOURT, Président du SIVOM de l'ARTOIS – M. Jean-Luc FAY, Conseiller Communautaire à TERNOIS COM.



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales qui précise que le Président rapporte au Conseil d'Administration les décisions qu'il a été amené à prendre ;

Le Conseil d'Administration,

PREND ACTE des décisions suivantes :

➤ **Décision 2018/18 : Avenant au marché initial de location de véhicules légers de tourisme et utilitaires.**

Pour le lot 1, c'est-à-dire les véhicules de tourisme, le montant initial du marché s'élevait à 48 224,48 € HT/an soit 57 869,48 € TTC. Il a été passé un premier avenant visant à la location d'un véhicule supplémentaire pour 2 744,96 € HT soit 3 293,96 € TTC, ce qui nous donne un nouveau montant de marché de 50 969,44 € HT/an soit 61 163,44 € HT/an TTC.

.../

/...

Le parc a fait l'objet d'un changement de véhicules au bout de 2 années, ainsi qu'il est prévu au marché et le nombre des véhicules a été revu à la baisse et fait l'objet d'un avenant 002.

Le montant de cet avenant est de – 10 136,84 €/an HT soit – 12 164,24 €/an TTC. Dès lors, le montant du marché s'élève à 40 832,60 €/an HT, soit 48 999,20 €/an TTC.

Pour le lot 2, c'est-à-dire les véhicules utilitaires, le montant initial du marché s'élevait à 7 377,20 € HT soit 8 852,64 € TTC/an. Le remplacement du véhicule Kangoo par un Traffic entraîne un coût supplémentaire de 604,88 €/an HT soit 725,86 € TTC/an. Le nouveau montant du marché sur ce lot 2 s'élève donc à 7 982,08 €/an HT, soit 9 578 €/an TTC.

⇒ **Décision 2018/19 : Convention de mise à disposition de locaux pour la médecine professionnelle et préventive par la CAPSO.**

Cette décision vise à autoriser le Président à signer une convention de mise à disposition de locaux (*Quartier Foch - Bâtiment 3 - 62 500 SAINT-OMER*) à effet du 1^{er} février 2018 pour une durée d'une année renouvelable tacitement et moyennant une redevance mensuelle de 850 €, charges comprises.

⇒ **Décision 2018/20 : Contrat pour le contrôle du massicot du service imprimerie auprès de la société PIL SERVICE VOUTERS.**

Il s'agit de la signature d'un contrat de maintenance du massicot du service imprimerie à compter du 1^{er} juillet 2018 jusqu'au 30 juin 2019, pour un montant annuel de 738,52 € HT soit 886,22 € TTC. Ce contrat est renouvelable de façon expresse dans la limite de 3 ans.

⇒ **Décision 2018/21 : Contrat d'abonnement de gaz naturel – ENGIE.**

Il s'agit de la signature d'un contrat d'abonnement souscrit auprès de la société ENGIE à compter du 1^{er} septembre 2018 et ceci pour une durée de 3 ans aux tarifs proposés ci-après :

Prix du gaz	
Terme de Quantité (TQ)	38,42 €/MWh
Terme de Quantité d'Acheminement (TQA)	8,34 €/MWh
Abonnement	73,89 €/mois

Taxes, contributions et budgets indicatifs	
Budget annuel HT	5 553,42 €/an
CTA	33,49 €/an
TVA	5,5% sur termes fixes 20% sur termes variables
Budget annuel TTC	7 582,66 €/an

⇒ **Décision 2018/22-23-24 :** Les trois décisions sont relatives à la signature de convention tripartite entre le CDG, le comptable public et respectivement :

→ les Eaux de l'Artois pour les factures d'eau (convention établie pour la durée du contrat qui lie l'établissement public local au créancier)

→ EDF pour l'électricité (convention établie pour la durée du contrat qui lie l'établissement public local au créancier)

→ Orange pour les télécommunications (convention établie pour la durée du marché public qui lie la personne publique à Orange)

Ces conventions sont destinées aux règlements des factures correspondantes par prélèvement automatique sur le compte du Centre de Gestion auprès de la Banque de France.

⇒ **Décision 2018/25 : Nouveau contrat de maintenance avec la société WAIGEO.**

Cette décision vise à assurer la maintenance de notre extranet qui permet les échanges entre le CDG et les collectivités et établissements du département du Pas-de-Calais qui prend fin au 31 août 2018. Il a donc été conclu un nouveau contrat à effet du 1^{er} septembre 2018 pour une année et pour un montant de 5 000 € HT soit 6 000 € TTC.

.../

/...

⇒ **Décision 2018/26 : Nouveau contrat de maintenance avec la société SCHINDLER.**

Par cette décision, il est prévu de souscrire un nouveau contrat de maintenance avec la société SCHINDLER pour le fonctionnement, la maintenance et la vérification de notre ascenseur. Le contrat est conclu pour une durée de 24 mois à compter du 1^{er} avril 2018 pour un coût de 523,75 € HT, soit 628,58 € TTC par trimestre.



Le Président,

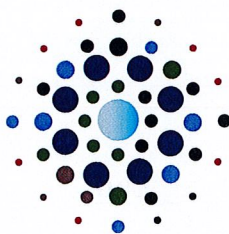
A handwritten signature in blue ink, appearing to be "Bernard Cailliau".

Bernard CAILLIAU

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

29 OCT. 2018

ARRIVÉE



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

DÉLIBÉRATION

2018/50 – CONTRAT D'ASSURANCE GROUPE – LOT 2

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Vendredi 19 Octobre 2018 à 9 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de Monsieur Bernard CAILLIAU, Président du CDG 62.

Cette réunion du Conseil d'Administration s'est tenue suite au report de celle organisée le Vendredi 5 Octobre 2018 faute de quorum.

Le secrétaire de séance désigné est Monsieur Jean-Jacques HILMOINE, Conseiller Communautaire à la Communauté de Communes du Haut-Pays Montreuillois.

- ♦ **Etaient présents** : M. Bernard CAILLIAU, Maire de LABUISSIÈRE – M. Serge JANQUIN, Adjoint au Maire de BRUAY-LA-BUISSIÈRE – M. Jean-Marie POHIER, Adjoint au Maire de MARLES-LES-MINES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Joël DUQUENOY, Conseiller Municipal à ARQUES – M. Jean-Jacques HILMOINE, Conseiller Communautaire à la Communauté de Communes du Haut-Pays Montreuillois – Mme Nathalie DUQUENNE, Adjointe au Maire de LILLERS – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Philibert BERRIER, Maire d'AUCHEL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Pascal BAROIS, Maire de LILLERS – Mme Sabine VAN HEGHE, Adjointe au Maire de DOURGES – M. Walter KAHN, Maire de CUCQ – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Claude BACHELET, Maire de CROISETTE – M. Ludovic GUYOT, Conseiller Municipal à CALONNE-RICOUART – M. Michel LARDEZ, Adjoint au Maire de LIEVIN – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Didier BEE, Maire de ZUDAUSQUES – M. René HOCO, Maire de BURBURE – M. Pierre BELLANGER, Conseiller Municipal à LE TOUQUET – M. Sébastien HENQUENET, Maire de FAMECHON – M. Dominique DELECOURT, Président du SIVOM de l'ARTOIS – M. Jean-Luc FAY, Conseiller Communautaire à TERNOIS COM.



Monsieur le Président informe les membres du Conseil d'Administration que le Centre de Gestion s'est doté depuis 2012 d'un service « Assurances Statutaires ». Relancé après 4 années en 2016, le contrat passé par notre établissement pour le compte des collectivités et établissements du département arrive à son terme au 31 décembre 2019.

Pour le lot 2, c'est-à-dire les collectivités et établissements publics de 11 à 30 agents CNRACL, le titulaire du lot concerné, à savoir CIGAC-GROUPAMA, nous informe de sa volonté de résilier le contrat nous unissant à effet du 31 décembre 2018.

Afin de couvrir les risques statutaires des 53 collectivités et établissements concernés, la relance dudit lot doit donc être effectuée pour une période de 5 ans par le lancement d'un appel d'offres ouvert européen.

.../

/...

Les autres lots relatifs aux collectivités et établissements publics feront l'objet d'un nouveau lancement de procédure, ainsi que le prévoit l'article 26 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 qui permet au Centre de Gestion d'être porteur de contrat d'assurance statutaire à destination des collectivités et établissements publics l'ayant mandaté à cet effet.

Ces lots sont les suivants :

- Lot 1 → de 1 à 10 agents CNRACL
- Lot 3 → de 31 à 50 agents CNRACL
- Lot 4 → de 51 à 100 agents CNRACL
- Lot 5 → + de 100 agents CNRACL
- Lot 6 → Agents IRCANTEC

Le Conseil d'Administration sera saisi à cette fin lors de l'une de ses prochaines séances.

Il est donc proposé la relance du lot n°2 à effet du 1^{er} janvier 2019 pour 5 ans.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ✕ *AUTORISE* la relance du lot n°2 à effet du 1^{er} janvier 2019 pour 5 ans.
- ✕ *AUTORISE* le Président à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de cette relance.

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

29 OCT. 2018

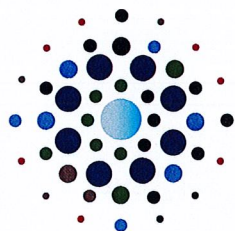
ARRIVÉE

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 19 octobre 2018



Le Président,

Bernard CAILLIAU



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

DÉLIBÉRATION

2018/51 – REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) – INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) – COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA)

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Vendredi 19 Octobre 2018 à 9 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de Monsieur Bernard CAILLIAU, Président du CDG 62.

Cette réunion du Conseil d'Administration s'est tenue suite au report de celle organisée le Vendredi 5 Octobre 2018 faute de quorum.

Le secrétaire de séance désigné est Monsieur Jean-Jacques HILMOINE, Conseiller Communautaire à la Communauté de Communes du Haut-Pays Montreuillois.

- ♦ **Etaient présents** : M. Bernard CAILLIAU, Maire de LABUISSIERE – M. Serge JANQUIN, Adjoint au Maire de BRUAY-LA-BUISSIERE – M. Jean-Marie POHIER, Adjoint au Maire de MARLES-LES-MINES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Joël DUQUENOY, Conseiller Municipal à ARQUES – M. Jean-Jacques HILMOINE, Conseiller Communautaire à la Communauté de Communes du Haut-Pays Montreuillois – Mme Nathalie DUQUENNE, Adjointe au Maire de LILLERS – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Philibert BERRIER, Maire d'AUCHEL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Pascal BAROIS, Maire de LILLERS – Mme Sabine VAN HEGHE, Adjointe au Maire de DOURGES – M. Walter KAHN, Maire de CUCQ – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Claude BACHELET, Maire de CROISSETTE – M. Ludovic GUYOT, Conseiller Municipal à CALONNE-RICOUART – M. Michel LARDEZ, Adjoint au Maire de LIEVIN – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Didier BEE, Maire de ZUDAUSQUES – M. René HOCO, Maire de BURBURE – M. Pierre BELLANGER, Conseiller Municipal à LE TOUQUET – M. Sébastien HENQUENET, Maire de FAMECHON – M. Dominique DELECOURT, Président du SIVOM de l'ARTOIS – M. Jean-Luc FAY, Conseiller Communautaire à TERNOIS COM.



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88 ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié, prévoyant les équivalences entre les corps de la Fonction Publique d'Etat et les cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale ;

.../

/...

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 modifié, listant les congés ouvrant droit au maintien des primes dans la Fonction Publique d'Etat ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié, portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 29 juin 2015 modifié, pris pour l'application au corps des **administrateurs civils** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 13 juillet 2018 pris pour l'application au corps des **médecins inspecteurs de santé publique** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 modifié, pris pour l'application au corps des **attachés d'administration** de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 modifié, pris pour l'application aux corps des **secrétaires administratifs** de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 modifié, pris pour l'application aux corps des **adjoints administratifs** de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 modifié, pris pour l'application aux corps des **adjoints techniques** de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2016 modifié, pris pour l'application au corps des **adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en place du RIFSEEP dans la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la saisine du Comité Technique de service du Centre de Gestion ;

Considérant que le RIFSEEP est composé de deux parties :

- l'Indemnité de **Fonctions**, de **Sujétions** et d'**Expertise (IFSE)** qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle. Chaque cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :
 - Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
 - Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
 - Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.
- le **Complément Indemnitaire Annuel (CIA)** est une prime facultative intégrée au RIFSEEP qui permettra de reconnaître spécifiquement l'engagement professionnel et la manière de servir des agents.

Monsieur le Président invite le Conseil d'Administration, pour **l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE)**, à :

- ✱ **METTRE EN PLACE** selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat l'IFSE aux :
 - agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel
 - agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel

Les agents contractuels de droit privé sont exclus du dispositif.

- ✱ **PRECISER** que la détermination des groupes de fonctions et des montants maxima se fera comme suit :

Chaque part de l'IFSE correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-après et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

.../

/...

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des administrateurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	DGS > 10 ans d'ancienneté	49 980,00€
Groupe 2	DGS < 10 ans d'ancienneté	46 920,00€
Groupe 3	DGA	42 330,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des médecins territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Médecin de prévention coordinateur	43 180,00€
Groupe 2	Médecin de prévention	38 250,00€
Groupe 3	Médecin collaborateur	29 495,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des attachés territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	DGA	36 210,00€
Groupe 2	DRH	32 130,00€
Groupe 3	Responsable de service	25 500,00€
Groupe 4	Juriste, chargé de mission, autres...	20 400,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	17 480,00€
Groupe 2	Responsable d'arrondissements, responsable de filières, responsable des instances paritaires, responsable de la paie	16 015,00€
Groupe 3	Chargé de communication, autres...	14 650,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service, Responsable d'arrondissements	11 340,00€
Groupe 2	Gestionnaire carrières, gestionnaire concours, gestionnaire retraites, gestionnaire Bourse de l'emploi, secrétaire du Comité Médical, secrétaire de la Commission de Réforme, secrétaire de direction, autres...	10 800,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des agents de maîtrise territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	11 340,00€
Groupe 2	Agent polyvalent, agent d'entretien, reprographe, factotum, autres...	10 800,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	11 340,00€
Groupe 2	Agent polyvalent, agent d'entretien, reprographe, factotum, autres...	10 800,00€

.../

/...

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints du patrimoine territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	11 340,00€
Groupe 2	Gestionnaire archives	10 800,00€

- ✖ *PRECISER* que le réexamen du montant de l'IFSE se fera selon les modalités suivantes :

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

1. en cas de changement de fonctions
2. au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, ...)
3. en cas de changement de grade à la suite d'une promotion

- ✖ *PRECISER* que les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE seront les suivantes :

En cas de congé de maladie ordinaire, un abattement de 1/30^{ème} du régime indemnitaire par journée d'absence sera effectué.

Pendant les congés annuels, les congés pour maternité, les congés pour paternité, les congés d'accueil de l'enfant pour adoption ou en cas d'hospitalisation de l'agent ; cette indemnité sera maintenue intégralement.

En cas de congé de longue maladie, longue durée ou grave maladie, le versement de l'IFSE est suspendu.

- ✖ *AUTORISER* la périodicité du versement de l'IFSE comme suit :

Elle sera versée mensuellement.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

- ✖ *PRECISER* que les montants maxima évolueront selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.
- ✖ *PRECISER* que les dispositions relatives à la mise en œuvre de l'IFSE prendront effet au 1^{er} novembre 2018.
- ✖ *PRECISER* que l'attribution de l'IFSE fera l'objet d'arrêtés individuels.
- ✖ *PRECISER* que l'IFSE est exclusif, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature, mais est en revanche cumulable avec :
 - L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
 - Les dispositifs d'intéressement collectif,
 - Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA, ...),
 - Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),
 - La prime de responsabilité versée au DGS
- ✖ *PRECISER* que les crédits seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012.

Monsieur le Président invite le Conseil d'Administration, pour le **Complément Indemnitaire Annuel (CIA)**, à :

- ✖ *METTRE EN PLACE* selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat le **Complément Indemnitaire Annuel (CIA)** aux :
 - agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel
 - agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel

Les agents contractuels de droit privé sont exclus du dispositif.

.../

/...

- * **PRECISER** que la détermination des groupes de fonctions et des montants maxima se fera comme suit :

Chaque part du CIA correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-après et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des administrateurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	DGS > 10 ans d'ancienneté	8 820,00€
Groupe 2	DGS < 10 ans d'ancienneté	8 280,00€
Groupe 3	DGA	7 470,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des médecins territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Médecin de prévention coordinateur	7 620,00€
Groupe 2	Médecin de prévention	6 750,00€
Groupe 3	Médecin collaborateur	5 205,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des attachés territoriaux		Montants annuels maxima
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	DGA	6 390,00€
Groupe 2	DRH	5 670,00€
Groupe 3	Responsable de service	4 500,00€
Groupe 4	Juriste, chargé de mission, autres...	3 600,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	2 380,00€
Groupe 2	Responsable d'arrondissements, responsable de filières, responsable des instances paritaires, responsable de la paie	2 185,00€
Groupe 3	Chargé de communication, autres...	1 995,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service, Responsable d'arrondissements	1 260,00€
Groupe 2	Gestionnaire carrières, gestionnaire concours, gestionnaire retraites, gestionnaire Bourse de l'emploi, secrétaire du Comité Médical, secrétaire de la Commission de Réforme, secrétaire de direction, autres...	1 200,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des agents de maîtrise territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	1 260,00€
Groupe 2	Agent polyvalent, agent d'entretien, reprographe, factotum, autres...	1 200,00€

.../

/...

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	1 260,00€
Groupe 2	Agent polyvalent, agent d'entretien, reprographe, factotum, autres...	1 200,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints du patrimoine territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	1 260,00€
Groupe 2	Gestionnaire des archives	1 200,00€

- * *PRECISER* que les modalités de maintien ou de suppression du CIA seront les suivants :

Le CIA suit le sort du traitement en cas de congés de maladie ordinaire, congés annuels, congés pour accident de service, congé pour maternité ou pour adoption, congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

En cas de congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie, le versement du CIA est suspendu.

Les absences seront calculées sur l'année N-1. **Pour l'année 2018, il n'y aura aucun dégrèvement.**

- * *AUTORISER* la périodicité du versement du CIA comme suit :

Le **Complément Indemnitaire Annuel (CIA)** fera l'objet d'un versement en deux fois (juin et novembre).

Un troisième versement pourra être exceptionnellement accordé au mois de décembre pour les agents dont l'engagement professionnel et la manière de servir sont particulièrement importants.

Le CIA ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

- * *PRECISER* que les montants maxima évolueront selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.
- * *PRECISER* que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} novembre 2018.
- * *PRECISER* que l'attribution du CIA fera l'objet d'arrêtés individuels.
- * *PRECISER* que le CIA est exclusif, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature.
- * *PRECISER* que les crédits seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

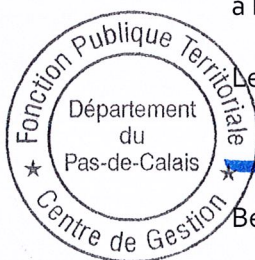
- * *DECIDE* d'instituer l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) et le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) selon les modalités présentées ci-dessus.

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

29 OCT. 2018

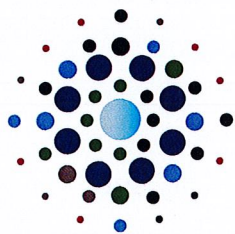
ARRIVÉE

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 19 octobre 2018



Le Président,

Bernard CAILLIAU



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

DÉLIBÉRATION

2018/52 – INSTAURATION DE L'INDEMNITE DE SUJETIONS SPECIALES (ISS)

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Vendredi 19 Octobre 2018 à 9 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de Monsieur Bernard CAILLIAU, Président du CDG 62.

Cette réunion du Conseil d'Administration s'est tenue suite au report de celle organisée le Vendredi 5 Octobre 2018 faute de quorum.

Le secrétaire de séance désigné est Monsieur Jean-Jacques HILMOINE, Conseiller Communautaire à la Communauté de Communes du Haut-Pays Montreuillois.

- ♦ **Etaient présents** : M. Bernard CAILLIAU, Maire de LABUISSIERE – M. Serge JANQUIN, Adjoint au Maire de BRUAY-LA-BUISSIERE – M. Jean-Marie POHIER, Adjoint au Maire de MARLES-LES-MINES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Joël DUQUENOY, Conseiller Municipal à ARQUES – M. Jean-Jacques HILMOINE, Conseiller Communautaire à la Communauté de Communes du Haut-Pays Montreuillois – Mme Nathalie DUQUENNE, Adjointe au Maire de LILLERS – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Philibert BERRIER, Maire d'AUCHEL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Pascal BAROIS, Maire de LILLERS – Mme Sabine VAN HEGHE, Adjointe au Maire de DOURGES – M. Walter KAHN, Maire de CUCQ – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Claude BACHELET, Maire de CROISETTE – M. Ludovic GUYOT, Conseiller Municipal à CALONNE-RICOUART – M. Michel LARDEZ, Adjoint au Maire de LIEVIN – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Didier BEE, Maire de ZUDAUSQUES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Pierre BELLANGER, Conseiller Municipal à LE TOUQUET – M. Sébastien HENQUENET, Maire de FAMECHON – M. Dominique DELECOURT, Président du SIVOM de l'ARTOIS – M. Jean-Luc FAY, Conseiller Communautaire à TERNOIS COM.



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88 ;

Vu le décret n° 90-693 du 1^{er} août 1990 modifié relatif à l'attribution d'une indemnité de sujétion spéciale aux personnels de la Fonction Publique Hospitalière ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

.../

/...

Vu le décret n° 2006-969 du 1^{er} août 2006 modifié modifiant le décret n° 91-910 du 6 septembre 1991 relatif à l'attribution d'une indemnité de sujétion spéciale aux personnels de l'Institution Nationale des Invalides ;
Vu la saisine du Comité Technique de service du Centre de Gestion ;

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu les attendus de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- * **DECIDE** d'instaurer l'**Indemnité de Sujétions Spéciales (ISS)** selon les modalités ci-après. Celle-ci est calquée sur les indemnités de sujétions spéciales des personnels du Ministère de la Défense, qui font référence aux indemnités de sujétions spéciales de la Fonction Publique Hospitalière.

- * Les bénéficiaires :

- agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel appartenant au cadre d'emploi des infirmiers et infirmiers en soins généraux.
- agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel rémunérés sur la base du cadre d'emploi des infirmiers et infirmiers en soins généraux.

- * Les conditions d'exercice :

- Exercer au sein d'un établissement d'accueil et de soins et comportant des sujétions particulières liées à la permanence et au contact direct avec les malades ;
- Exercer au sein d'une crèche, d'une halte-garderie, d'un centre de protection maternelle et infantile, d'un centre médico-social ou d'un centre de consultation pour nourrissons et comportant des contraintes particulières liées aux difficultés d'ordre social des enfants pris en charge

Par extension, les infirmiers et infirmiers en soins généraux qui accueillent les agents des collectivités et établissements publics dans nos locaux de médecine préventive, qui sont en contact direct avec eux et pratiquent des entretiens infirmiers sont concernés.

- * Montant :

Les indemnités de sujétions spéciales sont payées mensuellement sur la base de 13 / 1 900^{ème} du traitement budgétaire brut annuel et de l'indemnité de résidence afférente aux bénéficiaires, soit :

$(\text{traitement brut annuel} + \text{indemnité de résidence annuelle}) \times 13 / 1\,900$

- * Abattement :

Les indemnités de sujétions spéciales suivent le sort du traitement.

- * Attribution :

L'attribution des indemnités de sujétions spéciales feront l'objet d'arrêtés individuels.

- * Date d'effet :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} novembre 2018.

- * Les crédits :

Ceux-ci seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012.

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

29 OCT. 2018

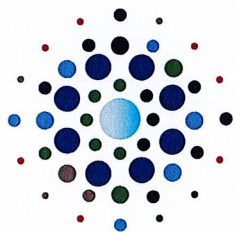
ARRIVÉE

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 19 octobre 2018

Le Président,



Bernard CAILLIAU



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

DÉLIBÉRATION

2018/53 – INSTAURATION DE LA PRIME DE SERVICE (PS)

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Vendredi 19 Octobre 2018 à 9 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de Monsieur Bernard CAILLIAU, Président du CDG 62.

Cette réunion du Conseil d'Administration s'est tenue suite au report de celle organisée le Vendredi 5 Octobre 2018 faute de quorum.

Le secrétaire de séance désigné est Monsieur Jean-Jacques HILMOINE, Conseiller Communautaire à la Communauté de Communes du Haut-Pays Montreuillois.

- ♦ **Etaient présents** : M. Bernard CAILLIAU, Maire de LABUISSIÈRE – M. Serge JANQUIN, Adjoint au Maire de BRUAY-LA-BUISSIÈRE – M. Jean-Marie POHIER, Adjoint au Maire de MARLES-LES-MINES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Joël DUQUENOY, Conseiller Municipal à ARQUES – M. Jean-Jacques HILMOINE, Conseiller Communautaire à la Communauté de Communes du Haut-Pays Montreuillois – Mme Nathalie DUQUENNE, Adjointe au Maire de LILLERS – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Philibert BERRIER, Maire d'AUCHEL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Pascal BAROIS, Maire de LILLERS – Mme Sabine VAN HEGHE, Adjointe au Maire de DOURGES – M. Walter KAHN, Maire de CUCQ – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Claude BACHELET, Maire de CROISETTE – M. Ludovic GUYOT, Conseiller Municipal à CALONNE-RICOUART – M. Michel LARDEZ, Adjoint au Maire de LIEVIN – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Didier BEE, Maire de ZUDAUSQUES – M. René HOCO, Maire de BURBURE – M. Pierre BELLANGER, Conseiller Municipal à LE TOUQUET – M. Sébastien HENQUENET, Maire de FAMECHON – M. Dominique DELECOURT, Président du SIVOM de l'ARTOIS – M. Jean-Luc FAY, Conseiller Communautaire à TERNOIS COM.



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88 ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n° 68-929 du 24 octobre 1968 modifié relatif à l'attribution de primes de service aux personnels des établissements nationaux de bienfaisance, des hôpitaux psychiatriques autonomes et des instituts nationaux de jeunes sourds et de jeunes aveugles ;

.../

/...

Vu le décret n° 96-552 du 19 juin 1996 modifié relatif à l'attribution de la prime de service au personnel de l'Institution Nationale des Invalides ;

Vu le décret n° 2014-1756 du 31 décembre 2014 modifié modifiant le décret n° 96-552 du 19 juin 1996 relatif à l'attribution de la prime de service à certains personnels de l'Institution Nationale des Invalides ;

Vu l'arrêté du 24 mars 1967 modifié relatif aux conditions d'attribution de primes de service aux personnels de certains établissements énumérés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 ;

Vu la saisine du Comité Technique de service du Centre de Gestion ;

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu les attendus de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

✱ **DECIDE** d'instaurer la **Prime de Service** selon les modalités ci-après. Celle-ci est calquée sur la prime de service des personnels du Ministère de la Défense, qui fait référence à la prime de service de la Fonction Publique Hospitalière.

✱ Les bénéficiaires :

- agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel appartenant au cadre d'emploi des infirmiers et infirmiers en soins généraux
- agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel rémunérés sur la base du cadre d'emploi des infirmiers et infirmiers en soins généraux

✱ Calcul de l'enveloppe :

La prime de service est calculée sur la base d'un crédit global égal à **7,5 %** des traitements bruts des personnels pouvant prétendre à la prime.

✱ Répartition individuelle :

Le montant maximum individuel est fixé à **17%** du traitement brut de l'agent. Il sera calculé selon la valeur professionnelle et l'activité de chaque agent.

✱ Abattement :

Toute journée d'absence fait l'objet d'un abattement journalier de **1/140^{ème}** par jour ouvrable d'absence. Les congés annuels, les déplacements professionnels, les congés de maternité, les accidents du travail, les maladies professionnelles ne sont pas décomptés.

✱ Attribution :

L'attribution de la prime de service fera l'objet d'arrêtés individuels.

✱ Date d'effet :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au **1^{er} novembre 2018**.

✱ Les crédits :

Ceux-ci seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012.

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

29 OCT. 2018

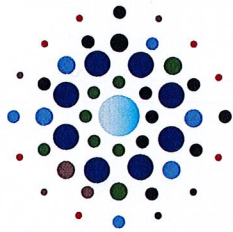
ARRIVÉE

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 19 octobre 2018

Le Président,



Bernard CAILLIAU



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

DÉLIBÉRATION

2018/54 – INSTAURATION DE LA PRIME SPECIFIQUE

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Vendredi 19 Octobre 2018 à 9 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de Monsieur Bernard CAILLIAU, Président du CDG 62.

Cette réunion du Conseil d'Administration s'est tenue suite au report de celle organisée le Vendredi 5 Octobre 2018 faute de quorum.

Le secrétaire de séance désigné est Monsieur Jean-Jacques HILMOINE, Conseiller Communautaire à la Communauté de Communes du Haut-Pays Montreuillois.

- ♦ **Etaient présents** : M. Bernard CAILLIAU, Maire de LABUISSIERE – M. Serge JANQUIN, Adjoint au Maire de BRUAY-LA-BUISSIERE – M. Jean-Marie POHIER, Adjoint au Maire de MARLES-LES-MINES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Joël DUQUENOY, Conseiller Municipal à ARQUES – M. Jean-Jacques HILMOINE, Conseiller Communautaire à la Communauté de Communes du Haut-Pays Montreuillois – Mme Nathalie DUQUENNE, Adjointe au Maire de LILLERS – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Philibert BERRIER, Maire d'AUCHEL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Pascal BAROIS, Maire de LILLERS – Mme Sabine VAN HEGHE, Adjointe au Maire de DOURGES – M. Walter KAHN, Maire de CUCQ – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Claude BACHELET, Maire de CROISETTE – M. Ludovic GUYOT, Conseiller Municipal à CALONNE-RICOUART – M. Michel LARDEZ, Adjoint au Maire de LIEVIN – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Didier BEE, Maire de ZUDAUSQUES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Pierre BELLANGER, Conseiller Municipal à LE TOUQUET – M. Sébastien HENQUENET, Maire de FAMECHON – M. Dominique DELECOURT, Président du SIVOM de l'ARTOIS – M. Jean-Luc FAY, Conseiller Communautaire à TERNOIS COM.



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88 ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n° 88-1083 du 30 novembre 1988 modifié relatif à l'attribution d'une prime spécifique à certains agents ;

.../

/...

Vu le décret n° 2006-973 du 1 août 2006 modifié modifiant le décret n° 98-1057 du 16 novembre 1998 relatif au régime indemnitaire de certains personnels paramédicaux civils du Ministère de la Défense ;

Vu l'arrêté du 2 janvier 1992 modifiant l'arrêté du 30 novembre 1988 fixant le montant de la prime spécifique à certains agents ;

Vu l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié fixant la liste des indemnités attribuées aux infirmiers civils de soins généraux du Ministère de la Défense ;

Vu l'arrêté du 7 mars 2007 modifié modifiant l'arrêté du 30 novembre 1988 fixant le montant de la prime spécifique à certains agents ;

Vu la saisine du Comité Technique de service du Centre de Gestion ;

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu les attendus de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ✱ **DECIDE** d'instaurer la **prime spécifique** selon les modalités ci-après. Celle-ci est calquée sur la prime spécifique des militaires infirmiers du Ministère de la Défense, qui fait référence à la prime spécifique de la Fonction Publique Hospitalière.
- ✱ Les bénéficiaires :
 - agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel appartenant au cadre d'emploi des infirmiers et infirmiers en soins généraux
 - agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel rémunérés sur la base du cadre d'emploi des infirmiers et infirmiers en soins généraux
- ✱ Montant :

La prime spécifique est fixée forfaitairement à 90€ par mois.
- ✱ Abattement :

La prime spécifique suit le sort du traitement.
- ✱ Attribution :

L'attribution de la prime spécifique fera l'objet d'arrêtés individuels.
- ✱ Date d'effet :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} novembre 2018.
- ✱ Les crédits :

Ceux-ci seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012.

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

29 OCT. 2018

ARRIVÉE

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 19 octobre 2018

Le Président,



Bernard CAILLIAU

PÔLE PRÉSIDENTE

SERVICES	CADRES D'EMPLOIS	GRADES	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus
		Rédacteur principal de 2ème classe	1	0
Protocole	Rédacteur	Rédacteur	1	1

PÔLE DIRECTION GÉNÉRALE

SERVICES	CADRES D'EMPLOIS	GRADES	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus
Direction Générale*	Administrateur	Administrateur général	1	0
		Administrateur hors classe	1	0
		Administrateur	1	0
		Ingénieur général	1	1
		Ingénieur en chef	1	1
	Attaché	Directeur	1	1
		Attaché principal	2	2
Secrétariat Général	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 1ère classe	1	1
		Adjoint administratif principal de 2ème classe	1	1
Direction des Ressources Humaines	Attaché		1	1
	Rédacteur	Rédacteur	1	0
	Attaché	Attaché	2	1
Conseil juridique et statutaire	Technicien	Technicien principal de 2ème classe	1	1
Usages numériques et Informatiques	Ingénieur	Ingénieur	1	1
		Rédacteur principal de 1ère classe	2	2
Communication/Accueil	Rédacteur	Rédacteur	1	0
		Technicien	1	0
		Adjoint administratif principal de 2ème classe	3	3
		Adjoint technique principal de 2ème classe	1	1

* Emplois fonctionnels

PÔLE PRÉSIDENTE - EMPLOIS NON PERMANENTS

Collaborateur de Cabinet	1	1
--------------------------	---	---

PÔLE DIRECTION GÉNÉRALE - EMPLOIS NON PERMANENTS

Usages numériques et informatiques - DPO externe	Ingénieur	Ingénieur	1	1
--	-----------	-----------	---	---

PÔLE RESSOURCES - EMPLOIS PERMANENTS

SERVICES	CADRES D'EMPLOIS	GRADES	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus
Finances	Attaché	Attaché	1	1
	Rédacteur	Rédacteur	2	2
		Rédacteur à temps non complet (20h)	1	1
		Adjoint administratif principal de 2ème classe	2	1
	Adjoint administratif	Adjoint administratif	2	2
Assurances/Protection sociale	Attaché	Adjoint administratif à temps non complet (30h)	1	1
		Attaché principal	1	1
	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 2ème classe	1	1
	Attaché	Attaché	1	1
		Rédacteur principal de 1ère classe	1	1
Marchés publics Suivi des contrats	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 2ème classe	1	1
		Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	1	1
	Adjoint du patrimoine	Adjoint administratif	1	1
		Adjoint administratif	1	1
	Ingénieur	Ingénieur	1	0
Archives/Documentation	Technicien	Technicien principal de 1ère classe	1	0
		Technicien principal de 2ème classe	1	1
	Adjoint technique	Technicien	1	0
		Technicien principal de 2ème classe	1	0
	Adjoint technique	Adjoint technique	1	0
Services techniques Entretien des locaux	Technicien	Technicien principal de 2ème classe	1	0
		Technicien	1	0
	Agent de maîtrise	Agent de maîtrise	1	1
		Agent de maîtrise à temps non complet (28h)	1	1
	Adjoint technique	Adjoint technique	4	4
Reprographie	Technicien	Adjoint technique à temps non complet (25h)	1	1
		Adjoint technique à temps non complet (20h)	2	2
	Agent de maîtrise	Technicien principal de 1ère classe	1	1
		Agent de maîtrise principal	1	1
	Adjoint administratif	Adjoint administratif	1	1

PÔLE RESSOURCES - EMPLOIS NON PERMANENTS

Archives/Documentation	Adjoint administratif	Adjoint administratif	2	0
Services Techniques	Adjoint technique	Adjoint technique	5	2
Entretien des locaux	Adjoint technique	Adjoint technique à temps non complet (20h)	3	0
Reprographie	Adjoint technique	Adjoint technique	1	0

PÔLE CARRIÈRE, SANTÉ ET QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL - EMPLOIS PERMANENTS

SERVICES	CADRES D'EMPLOIS	GRADES	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus
Responsable du pôle carrières	Attaché		1	0
	Rédacteur	Rédacteur principal de 1ère classe	1	1
	Rédacteur	Rédacteur principal de 1ère classe	1	1
Gestion des carrières	Adjoint administratif	Rédacteur	1	1
		Adjoint administratif principal de 1ère classe	2	2
		Adjoint administratif principal de 2ème classe	3	1
		Adjoint administratif	3	2
Instances paritaires	Rédacteur	Rédacteur principal de 1ère classe	1	1
	Rédacteur	Rédacteur principal de 1ère classe	1	1
Partenariat CNRACL	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 1ère classe	1	1
		Adjoint administratif principal de 1ère classe	1	1
		Adjoint administratif	1	1
Responsable du pôle santé	Attaché	Attaché	1	0
		Rédacteur principal de 1ère classe	1	0
		Rédacteur principal de 2ème classe	1	1
Responsable adjoint du pôle santé	Rédacteur	Rédacteur principal de 1ère classe	1	0
		Rédacteur principal de 2ème classe	1	0
		Rédacteur	1	0
		Rédacteur	1	0
Secrétariats du Comité Médical et de la Commission de Réforme	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 1ère classe	1	1
		Adjoint administratif principal de 2ème classe	1	1
		Adjoint administratif	5	5
		Médecin hors classe	6	4
		Infirmier en soins généraux de classe normale	4	3
Médecine préventive	Infirmier en soins généraux	Infirmier en soins généraux de classe supérieure	2	1
		Adjoint administratif principal de 2ème classe	1	1
		Technicien principal de 1ère classe	2	0
Prévention/Handicap	Technicien	Technicien principal de 2ème classe	2	1
		Technicien	1	0
		Adjoint administratif principal de 1ère classe	1	1
		Adjoint administratif principal de 2ème classe	1	1

PÔLE CARRIÈRE, SANTÉ ET QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL - EMPLOIS NON PERMANENTS

Gestion des carrières	Adjoint administratif	Adjoint administratif	4	3
Secrétariats CM/CR	Adjoint administratif	Adjoint administratif	2	0
Médecine préventive	Infirmier en soins généraux	Infirmier en soins généraux de classe normale	1	0

PÔLE CONCOURS ET DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI PUBLIC - EMPLOIS PERMANENTS

SERVICES	CADRES D'EMPLOIS	GRADES	Effectifs budgétaires	Effectifs pouvus
Concours	Rédacteur	Rédacteur principal de 1ère classe	2	2
		Rédacteur principal de 2ème classe	1	1
	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 1ère classe	1	1
		Adjoint administratif principal de 2ème classe	3	3
		Adjoint administratif	2	2
Remplacement	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 1ère classe	3	3
		Adjoint administratif principal de 2ème classe	6	6
		Adjoint administratif	3	3
Promotion de l'emploi public	Rédacteur	Rédacteur principal de 1ère classe	1	1
		Adjoint administratif principal de 2ème classe	1	1
	Adjoint administratif	Adjoint administratif	1	1
Statistiques	Rédacteur	Rédacteur	1	1

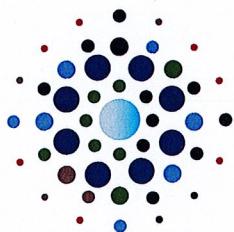
PÔLE EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI PUBLIC - EMPLOIS NON PERMANENTS

Remplacement	Adjoint administratif	Adjoint administratif	30	0
	Adjoint technique	Adjoint technique	10	0

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

29 OCT. 2018

ARRIVÉE



DÉLIBÉRATION

2018/55 – TABLEAU DES EFFECTIFS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Vendredi 19 Octobre 2018 à 9 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de Monsieur Bernard CAILLIAU, Président du CDG 62.

Cette réunion du Conseil d'Administration s'est tenue suite au report de celle organisée le Vendredi 5 Octobre 2018 faute de quorum.

Le secrétaire de séance désigné est Monsieur Jean-Jacques HILMOINE, Conseiller Communautaire à la Communauté de Communes du Haut-Pays Montreuillois.

- ♦ **Etaient présents** : M. Bernard CAILLIAU, Maire de LABUISSIÈRE – M. Serge JANQUIN, Adjoint au Maire de BRUAY-LA-BUISSIÈRE – M. Jean-Marie POHIER, Adjoint au Maire de MARLES-LES-MINES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Joël DUQUENOY, Conseiller Municipal à ARQUES – M. Jean-Jacques HILMOINE, Conseiller Communautaire à la Communauté de Communes du Haut-Pays Montreuillois – Mme Nathalie DUQUENNE, Adjointe au Maire de LILLERS – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUÇO.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Philibert BERRIER, Maire d'AUCHEL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Pascal BAROIS, Maire de LILLERS – Mme Sabine VAN HEGHE, Adjointe au Maire de DOURGES – M. Walter KAHN, Maire de CUÇO – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Claude BACHELET, Maire de CROISSETTE – M. Ludovic GUYOT, Conseiller Municipal à CALONNE-RICOUART – M. Michel LARDEZ, Adjoint au Maire de LIEVIN – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Didier BEE, Maire de ZUDAUSQUES – M. René HOCO, Maire de BURBURE – M. Pierre BELLANGER, Conseiller Municipal à LE TOUQUET – M. Sébastien HENQUENET, Maire de FAMECHON – M. Dominique DELECOURT, Président du SIVOM de l'ARTOIS – M. Jean-Luc FAY, Conseiller Communautaire à TERNOIS COM.



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Considérant que la mention obligatoire de la référence à la délibération créant l'emploi initial dans l'acte d'engagement d'un agent public, quelles que soient les modalités d'occupation de cet emploi, résulte de la nomenclature des pièces justificatives exigibles à l'occasion du premier paiement ;

Vu l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Douai du 3 avril 2002 qui dispose que l'état du personnel fixant les effectifs budgétaires ne saurait se substituer à la délibération portant création d'emplois prévue par l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 ;

.../

/...

Vu le jugement de la Chambre Régionale des Comptes de Champagne-Ardenne Lorraine du 15 avril 2015 qui dispose que l'existence de crédits votés suffisants pour permettre le premier mandatement de la dépense ne peut se substituer à la délibération portant création d'emplois ;

Considérant qu'aux termes de l'instruction NOR : FCPE1610506J du 15 avril 2016, l'ordonnateur doit rectifier les pièces produites au comptable ou les compléter lorsqu'elles ne répondent pas aux exigences de la nomenclature ;

Considérant que le contrôle du comptable portant sur la présence de l'acte d'engagement mentionnant la référence à la délibération créant l'emploi, est susceptible de concerner également le recrutement des fonctionnaires ;

Considérant la mise en cause possible de sa responsabilité personnelle et pécuniaire, le comptable est fondé, en l'absence de cette référence, à refuser le paiement de la rémunération de l'agent ;

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu les attendus de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

✕ *DECIDE* la création de :

- 1 poste de **responsable des services techniques** ouvert au cadre d'emplois des techniciens territoriaux.

PRECISE que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions ne postule, un contractuel pourra être recruté. Il sera rémunéré sur la base de la grille indiciaire du cadre d'emplois des techniciens, maximum au grade de technicien principal de 1^{ère} classe, 11^{ème} échelon.

OCTROIE au technicien recruté (statutaire ou contractuel), un régime indemnitaire composé de l'ISS et la PSR conformément aux délibérations du Conseil d'Administration en date du 20 février 2009 et du 29 janvier 2010. Des arrêtés individuels fixeront les montants.

- 1 poste de **technicien informatique/réseaux** ouvert aux cadres d'emplois des techniciens et des adjoints techniques territoriaux.

PRECISE que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions ne postule, un contractuel pourra être recruté. Il sera rémunéré sur la base de la grille indiciaire du cadre d'emplois des techniciens, maximum au grade de technicien principal de 1^{ère} classe, 11^{ème} échelon.

OCTROIE au technicien informatique/réseaux recruté (statutaire ou contractuel), un régime indemnitaire composé de l'ISS et la PSR conformément aux délibérations du Conseil d'Administration en date du 20 février 2009 et du 29 janvier 2010 pour les techniciens territoriaux et de l'IFSE et du CIA pour les adjoints techniques territoriaux. Des arrêtés individuels fixeront les montants.

- 1 poste de **coordinateur du service communication** ouvert aux cadres d'emplois des techniciens et des adjoints techniques territoriaux.

PRECISE que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions ne postule, un contractuel pourra être recruté. Il sera rémunéré sur la base de la grille indiciaire du cadre d'emplois des techniciens, maximum au grade de technicien principal de 1^{ère} classe, 11^{ème} échelon.

OCTROIE au technicien recruté (statutaire ou contractuel), un régime indemnitaire composé de l'ISS et la PSR conformément aux délibérations du Conseil d'Administration en date du 20 février 2009 et du 29 janvier 2010. Des arrêtés individuels fixeront les montants.

- 1 poste de **responsable des ressources humaines** ouvert aux cadres d'emplois des attachés territoriaux, au grade d'attaché principal.

OCTROIE au responsable recruté, un régime indemnitaire composé de l'IFSE et du CIA. Des arrêtés individuels fixeront les montants.

.../

/...

- 1 poste de **Préventeur/ACFI** ouvert aux cadres d'emplois des techniciens territoriaux. Celui-ci devra justifier d'une formation ou qualification en psychologie du travail.

PRECISE que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions ne postule, un contractuel pourra être recruté. Il sera rémunéré sur la base de la grille indiciaire du cadre d'emplois des techniciens, maximum au grade de technicien principal de 1^{ère} classe, 11^{ème} échelon.

OCTROIE au technicien recruté (statutaire ou contractuel), un régime indemnitaire composé de l'ISS et la PSR conformément aux délibérations du Conseil d'Administration en date du 20 février 2009 et du 29 janvier 2010. Des arrêtés individuels fixeront les montants.

- * *PRECISE* qu'un tableau reprenant l'ensemble des postes créés, par service, au 1^{er} novembre 2018 est annexé au présent document.
- * *PRECISE* que les crédits correspondants seront inscrits au budget, chapitre 012.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIERE, le 19 octobre 2018



Le Président,

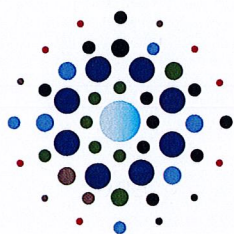
A handwritten signature in blue ink, appearing to be "Bernard Cailliau".

Bernard CAILLIAU

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

29 OCT. 2018

ARRIVÉE



DÉLIBÉRATION

2018/56 – RESILIATION DE LA CONVENTION D'HONORAIRES D'AVOCAT AVEC LE CABINET ABECASSIS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Vendredi 19 Octobre 2018 à 9 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de Monsieur Bernard CAILLIAU, Président du CDG 62.

Cette réunion du Conseil d'Administration s'est tenue suite au report de celle organisée le Vendredi 5 Octobre 2018 faute de quorum.

Le secrétaire de séance désigné est Monsieur Jean-Jacques HILMOINE, Conseiller Communautaire à la Communauté de Communes du Haut-Pays Montreuillois.

- ♦ **Etaient présents** : M. Bernard CAILLIAU, Maire de LABUISSIERE – M. Serge JANQUIN, Adjoint au Maire de BRUAY-LA-BUISSIERE – M. Jean-Marie POHIER, Adjoint au Maire de MARLES-LES-MINES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Joël DUQUENOY, Conseiller Municipal à ARQUES – M. Jean-Jacques HILMOINE, Conseiller Communautaire à la Communauté de Communes du Haut-Pays Montreuillois – Mme Nathalie DUQUENNE, Adjointe au Maire de LILLERS – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCO.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Philibert BERRIER, Maire d'AUCHEL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Pascal BAROIS, Maire de LILLERS – Mme Sabine VAN HEGHE, Adjointe au Maire de DOURGES – M. Walter KAHN, Maire de CUCO – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Claude BACHELET, Maire de CROISETTE – M. Ludovic GUYOT, Conseiller Municipal à CALONNE-RICOUART – M. Michel LARDEZ, Adjoint au Maire de LIEVIN – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Didier BEE, Maire de ZUDAUSQUES – M. René HOCOQ, Maire de BURBURE – M. Pierre BELLANGER, Conseiller Municipal à LE TOUQUET – M. Sébastien HENQUENET, Maire de FAMECHON – M. Dominique DELECOURT, Président du SIVOM de l'ARTOIS – M. Jean-Luc FAY, Conseiller Communautaire à TERNOIS COM.



Le Président rappelle que le Centre de Gestion a conclu depuis mars 2017 une convention d'honoraires avec le cabinet Henri ABECASSIS afin de bénéficier d'une assistance juridique pour le traitement de problématiques portant notamment sur le droit public.

Il apparait néanmoins que les relations professionnelles avec le cabinet ABECASSIS se sont aujourd'hui complexifiées en raison des modalités de communication des travaux, mais aussi de la baisse de leurs qualités.

/...

Afin que la défense des intérêts du Centre de Gestion puisse être efficacement assurée, notamment devant les tribunaux administratifs, il apparaît donc nécessaire de procéder à la résiliation de la convention conclue avec le cabinet ABECASSIS, puis d'entreprendre les démarches nécessaires à la recherche d'un nouveau cabinet.

A titre informatif, le respect du préavis de deux mois présent au sein de l'actuelle convention entraînerait une résiliation qui serait effective au 1^{er} janvier 2019.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents, à l'exception de M. Serge JANQUIN qui n'a pas souhaité prendre part au vote,

- ✕ *AUTORISE* le Président à procéder à la résiliation de la convention d'honoraires d'avocat conclue avec le Cabinet Henri ABECASSIS.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIERE, le 19 octobre 2018



Le Président,

Bernard CAILLIAU

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

29 OCT. 2018

ARRIVÉE